

Interview : Eric Ng

MAURITIUS TIMES

Friday, 05 July 2013 11:21

Interview : Eric Ng Ping Cheun, économiste et directeur de PluriConseil

http://mauritustimes.com/index.php?option=com_content&view=article&id=2350:interview-eric-ng-&catid=1:latest-news&Itemid=50



« J'espère qu'un gouvernement fort sortira des urnes à l'issue des élections générales de 2015 »

* « Le PRB a envoyé un mauvais signal, quelle que soit la justification ou pas pour ces augmentations»

* « On demeure trop focalisé sur la question des salaires dans le secteur public, et je crains de voir une situation de chantage salarial se développer... »

L'agence de notation Moody's attribue une note honorable à Maurice alors que le contexte économique international demeure fragile et la crise de la zone euro nous menace en permanence. Pour mieux comprendre la situation économique, nous avons invité Eric Ng Ping Cheun, économiste et directeur de PluriConseil, à nous éclairer sur plusieurs aspects de notre économie et de la performance des entreprises mauriciennes, que ce soit dans le secteur public, para-public ou privé, et ce par rapport à la notation

positive de Moody's.

Mauritius Times : Malgré la " crise " , les chiffres d'affaires combinés des 100 premières compagnies du pays ont atteint, selon Business Publications Ltd, Rs345 milliards en 2012 contre Rs322 milliards en 2011, soit une hausse de 7,1% . Par ailleurs, l'agence de notation Moody's soutient dans son rapport sur l'économie mauricienne, publié la semaine dernière, que la note Baa1 de Maurice reflète la résilience et la robustesse de l'économie et des finances publiques, l'élaboration pragmatique des politiques du gouvernement et de l'environnement stable et propice aux investisseurs. Peut-on dire que cette note et la performance des entreprises du secteur privé reflètent également la bonne santé de l'économie du pays ?

Eric Ng : Je dois faire ressortir que les indicateurs qui font l'objet de l'attention de Moody's concernent particulièrement les finances publiques. Le déficit budgétaire, qui serait de 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) pour l'année 2013 est bas, même si on ne connaît pas à ce stade l'impact du dernier rapport du Pay Research Bureau (PRB). Il faut dire qu'à ce niveau, notre déficit budgétaire comparé aux pays développés constitue une très bonne performance.

Évidemment, une comparaison avec des « peer countries », c'est-à-dire des pays qui ont atteint le même niveau de développement que Maurice, nous indiquera qu'il faudra améliorer notre performance par rapport au déficit budgétaire, mais 2,2 % est quand même honorable. Par ailleurs, une dette publique qui tourne autour de 57% du PIB, en dessous du seuil de 60%, constitue également une bonne performance. Le Fonds monétaire international (FMI) souhaiterait que la dette publique descende jusqu'à 40% du PIB afin que Maurice soit au même niveau que ses « peers ».

Toujours est-il que notre dette publique ne dérape pas, le déficit budgétaire est sous contrôle, et ça ne peut que satisfaire les analystes de Moody's, surtout qu'ailleurs, particulièrement en Europe, la situation est beaucoup plus dramatique.

Pour ce qui est de « l'environnement stable » auquel Moody's fait allusion, c'est effectivement le cas puisqu'on ne connaît pas encore de licenciement massif, et le chômage se limite à 8,1% pour 2012 et à 8,3% pour 2013. N'oublions pas que le taux du chômage en 2005 était à 9,6%, et que, depuis la crise de 2008, on essaie de limiter la casse au niveau de l'emploi. Puis, on ne connaît pas de

désordres sociaux comme en Espagne, au Portugal ou en Grèce.

Il y a également un environnement monétaire stable avec l'inflation qui est en dessous de 4% (c'est autour de 3,6% pour le mois de mai) ; la roupie est plutôt stable même s'il y a de petites fluctuations de temps à autre mais celles-ci sont déterminées par les forces du marché. D'autre part, le secteur bancaire lui-même n'a pas beaucoup de créances douteuses dans l'ensemble, et il n'y a aucune banque qui soit en danger. Donc, tout cela crée un environnement qui ne peut que satisfaire Moody's.

En ce qui concerne la performance des 100 premières compagnies du pays, c'est intéressant comme un indicateur plus spécifique de notre micro-économie. Les compagnies font encore bien. Au fait, ce n'est pas si surprenant que cela, puisqu'il y a toujours des opportunités dans une période de crise. Les chiffres d'affaires combinés de ces compagnies démontrent qu'elles ont pu, durant ces dernières années, restructurer leurs opérations ; elles sont devenues encore plus efficaces et compétitives. Faut-il quand même souligner que ce sont des compagnies qui ont une grande présence sur le marché local. Cela explique pourquoi les grandes compagnies parviennent à maintenir l'emploi même si elles ne recrutent pas autant qu'on l'aurait souhaité.

Paradoxalement, c'est plutôt au niveau des petites et moyennes entreprises que le nombre d'emplois est en augmentation alors qu'elles sont le plus frappées par les effets de la crise.

* Il n'y a pas que le niveau du recrutement au sein des grandes compagnies qui est en baisse, l'investissement du secteur privé l'est également, mais leurs chiffres d'affaires s'améliorent. Qu'est-ce qui expliquerait cela ?

Dans un contexte de crise il y a toujours des incertitudes. Il y a la crise dans nos marchés d'exportation, et même si le marché domestique connaît une certaine croissance, on choisit de ne pas recruter – surtout lorsqu'il est plus facile de recruter que de licencier en raison des lois du travail.

Je dois aussi faire ressortir que la résilience des grandes compagnies s'explique par le fait que les compagnies du privé ont adopté une politique salariale prudente depuis 2008. Elles ont depuis gelé les salaires ; au mieux elles ont accordé une augmentation extrêmement modérée ces cinq dernières années, cela pour assurer leur survie et pour maintenir leur compétitivité sur les coûts.

Dans ce contexte, le rapport du PRB risque d'avoir des répercussions à terme sur la politique salariale dans le secteur privé. Si la situation se détériore pour le secteur privé, cela deviendra difficile...

* Vous voulez dire que le secteur privé ne peut pas s'offrir le luxe d'un PRB ?

Définitivement non. Il ne peut pas se le permettre dans le contexte actuel.

* Malgré une amélioration au niveau de leurs chiffres d'affaires ?

Il faut voir si la profitabilité augmente du même ordre au niveau individuel, c'est-à-dire au niveau de chaque entreprise. Dans le secteur du textile, par exemple, tout le monde ne fait pas aussi bien que les grosses boîtes. Je crois que c'est toujours dangereux d'avoir une approche globale et holistique des salaires. Au niveau de certains corps para-étatiques on obtient 20% d'augmentation de salaire et on trouve que ce n'est pas suffisant ! Alors que dans le secteur privé, tous les employés seraient ravis de recevoir 20% d'augmentation.

A mon avis, le PRB a envoyé un mauvais signal, quelle que soit la justification ou pas pour ces augmentations. Certaines catégories d'employés ont reçu des augmentations de l'ordre de 30%-40%, ce qui va dorénavant être utilisé comme un « benchmark » par d'autres catégories d'employés. Je considère qu'on demeure trop focalisé sur la question des salaires dans le secteur public, et je crains de voir une situation de chantage salarial se développer dans les corps para-étatiques, ce qui rendra le pays ingouvernable.

* Mais, pour revenir à la situation économique, comment expliquer malgré cette bonne note de Moody's que l'indice de confiance des opérateurs économiques est en baisse, selon la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice (MCCI) ? Est-ce dû aux incertitudes persistantes sur nos principaux marchés d'exportation, la non-visibilité à long terme, ou une confiance entamée dans la capacité du gouvernement à relever les défis qui nous guettent ?

Nous sommes à deux niveaux différents : Moody's regarde les indicateurs macro-économiques et en particulier les finances publiques, alors que les sondages de la MCCI portent sur les sentiments des entreprises. Faut-il aussi dire que ce sont des sondages effectués auprès des grandes entreprises, et les questions

d'humeur, cela varie.

Comme disait Keynes, cela relève des « animal spirits », l'optimisme et le pessimisme se succédant. Les sondages de la CCI se font sur une base trimestrielle et parfois les sentiments varient d'un trimestre à l'autre. Néanmoins, on peut être pessimiste sans que cela ne vienne entamer la bonne performance d'une entreprise. Quand on se dit pessimiste, on se projette dans l'avenir...

* Statistics Mauritius s'est aligné sur la Banque centrale et la MCB dans ses prévisions de la croissance, avec une révision à la baisse de 3,5% à 3,3%. La situation risque-t-elle de s'aggraver, selon vous ?

On le sentait venir depuis le début de l'année, cette estimation de 3,3% à travers les baromètres mensuels de PluriConseil en raison d'un certain tassement de l'exportation et la récession dans la zone euro. La France est déjà en récession, même l'Allemagne connaît une croissance faible. Les chiffres de Statistics Mauritius démontrent que la croissance dans le textile sera de l'ordre de 2% cette année ; même les exportations des services, c'est-à-dire le tourisme, le transport, l'externalisation et l'offshore vont connaître une croissance réelle de 0,3% en 2013 alors que c'était de l'ordre de +5.4% en 2012. Tout cela s'explique par les effets de la crise au niveau de l'Europe mais aussi sur le plan mondial.

Ceci dit, 3.3% de croissance économique dans un tel contexte n'est quand même pas dramatique même si nous devons viser les 5 à 6% de croissance. Cessons de nous comparer aux pays africains qui, eux, partent d'une base très basse et qui, en plus, possèdent des ressources naturelles, comme l'or, le pétrole, qui viennent « booster » leur croissance économique.

Maurice ne dispose pas de telles ressources naturelles, nous sommes totalement dépendants des marchés extérieurs et de nos ressources humaines. Par ailleurs, il faut voir la qualité de la croissance qui n'est pas générée par des investissements. Qu'est-ce qui fait alimenter la croissance donc ? C'est la consommation domestique, qui croît de 2,9% cette année contre 2,7% en 2012 et 2,5% en 2011.

* C'est l'effet PRB ?

Cela veut dire que les consommateurs continuent à maintenir la croissance mais puisent dans leur épargne. Si l'on regarde la comptabilité nationale, on constatera que c'est seulement la construction qui est en croissance négative. Les autres secteurs

sont en croissance positive. La construction régresse de 7% en 2013, après des taux de croissance négatifs de 2% en 2011 et de 3% en 2012. Il y a eu beaucoup de projets immobiliers dans le passé et aujourd'hui il existe très peu de tels projets. Le secteur « seafood » fait très bien avec 11% de croissance, le textile fait 2% de croissance, les technologies de l'information et de la communication 8,3% de croissance. Les entreprises orientées vers l'exportation vont croître de 2,6%.

* Il n'y a donc pas lieu de s'inquiéter ?

Si, car le monde est en crise. Mais il ne faut pas dramatiser et cultiver le pessimisme, surtout que nous avons des problèmes politiques et sociaux, qui ont des effets sur l'état d'esprit des entrepreneurs. Ces derniers n'évoluent pas dans un vacuum.

* Ce ne sont pas des facteurs objectifs, mais plutôt des facteurs subjectifs... ?

Les sentiments de l'entrepreneur sont subjectifs. Mais il tient compte aussi des facteurs politiques objectifs. Ils pèsent sur le sentiment des entrepreneurs. L'employeur doit faire en sorte que son entreprise marche, que son chiffre d'affaires augmente pour sauvegarder les emplois. C'est pour vous dire que malgré tous ces problèmes politiques, sociaux et judiciaires, l'économie garde la tête hors de l'eau. Soyons donc un peu plus positifs.

* Pensez-vous qu'il existe un risque d'aggravation au niveau de la croissance ?

Il y a un risque que la croissance chute encore à 3,0% si la crise en Europe s'accroît davantage et si le nombre de touristes stagne. Je trouve d'ailleurs que l'estimation d'une hausse de 2,5% d'arrivées touristiques cette année est très optimiste. Je me demande même si l'on arrivera à 1% de croissance. Le marché français est en baisse depuis quelques années déjà. Il faut essayer d'être un peu plus flexible, de libéraliser un peu plus l'accès aérien pour attirer des touristes en période de basse saison, et surtout diversifier le marché pour réduire notre dépendance de l'Europe.

Beaucoup dépend du marché de l'exportation et du tourisme. J'espère qu'on n'aura pas de problème avec le secteur offshore. Par rapport aux menaces qui pèsent sur le traité fiscal indo-mauricien, je sens qu'il y aura un problème tôt au tard. Mais d'ici là, notre secteur offshore doit renforcer, sinon revoir, sa stratégie. Il ne faut pas attendre que le problème arrive avant de réagir.

* On a souvent entendu, ces dernières années, les porte-parole économiques des différentes formations politiques soutenir soit que « le pire est encore devant nous » ou son contraire – « le pire est derrière nous ». Ou en sommes-nous actuellement ?

Je ne sais pas si le pire est devant nous, mais le pire n'est certainement pas derrière nous. Parce que 60% de nos exportations, dans certains cas 70-80%, vont en Europe, parce qu'il y aura toujours des incendies mineurs qui vont s'allumer quelque part et qui peuvent embraser toute la zone euro. En Grèce, il y a encore des manifestations, de même qu'en Espagne, et au Portugal le ministre des Finances a démissionné.

Des pays comme la France et l'Allemagne ont maintenant des problèmes, et je pense que leurs contribuables seront de moins en moins enclins à payer davantage d'impôts pour aider les pays périphériques.

Pour moi, il y aura beaucoup de problèmes sur la monnaie unique, et certains pays seront obligés de rétablir leur monnaie nationale. Les entreprises mauriciennes devront savoir se réajuster, si demain, il y a un éclatement de la zone euro. Celle-ci vit en permanence dans une crise, et cette crise ne sera pas résolue de sitôt.

Maurice devrait exporter davantage vers les États-Unis et l'Afrique du Sud. Nos exportations textiles vers l'Afrique du Sud ont doublé par rapport aux quantités il y a trois ans. Il faudrait aussi attaquer les marchés du Moyen-Orient et de l'Asie. Évidemment la connectivité aérienne est un facteur clé de cette stratégie.

D'autre part, il faudrait améliorer la productivité dans le port. On a vu qu'il suffit d'un seul jour de grève dans le port pour que des commandes soient bloquées. Les autres services publics doivent aussi être efficaces pour faire baisser le coût de faire des affaires à Maurice. La baisse de la demande européenne n'est pas notre seul problème. La crise en Europe doit être une occasion pour notre pays de se remettre en cause.

* Il y aura certainement des défis pour surmonter la crise...

Il faut, dès maintenant, voir comment réformer certaines structures pour que nous soyons prêts à rebondir une fois la crise passée. Peut-être dans deux ans ou trois ans. Or, il n'y a pas de grandes réformes, et malgré cela on voit des contestations... Autant mettre en chantier des réformes très importantes qui peuvent être impopulaires, puisque les contestations existeront toujours quoi

qu'on fasse.

Regardez ce qui se passe en Europe. La rue est le théâtre de mouvements de contestation, mais au moins les gouvernements tiennent bon en maintiennent leur politique d'austérité et leurs mesures de réforme sociale. Ils récolteront les bénéfices dans trois ou quatre ans.

* Il n'est pas donné à un gouvernement faible d'initier de grandes réformes, n'est-ce pas ?

Le calendrier politique ne se prête sans doute pas à de grandes réformes économiques, car les élections générales arrivent dans deux ans. Je comprends qu'il soit difficile de faire des réformes à la veille des élections. C'est au début d'un mandat qu'on devrait s'y mettre. On a donc perdu trois ans. J'espère qu'un gouvernement fort sortira des urnes à l'issue des élections générales de 2015 afin d'appliquer les mesures qu'il faut.

* Vous êtes en train de parler des réformes du style Sithanen... « en profondeur et en largeur » ?

Oui, et je crois que Rama Sithanen a fait beaucoup pour obliger le secteur privé à se restructurer, et il a réussi. Il faut maintenant une deuxième génération de réformes économiques qui touchent les secteurs public et para-étatique. Il y faut plus de flexibilité et de rapidité. Il convient de revoir le système de politique salariale dans le secteur public. Il est plus approprié de faire des révisions salariales chaque année, mais en fonction de la situation économique. On augmente les salaires des fonctionnaires à hauteur du taux de la croissance économique, à part les compensations salariales annuelles. Si l'on fait une révision salariale tous les trois ans, les attentes des fonctionnaires seront grandes, et personne ne sera satisfait.

Par ailleurs, alors que notre politique structurelle est plutôt timide et qu'il n'y a pas de relance fiscale, on croit à tort que la politique monétaire va résoudre nos problèmes. La politique monétaire est une politique conjoncturelle avec pour objectif de combattre l'inflation. La politique monétaire ne peut pas être au service de la croissance économique ou du désendettement des entreprises.

Si vous lisez les annexes du procès-verbal de la dernière réunion du comité de politique monétaire (MPC), on est ébahi par l'argument du Secrétaire Financier qu'une baisse du taux repo sert non pas à améliorer les indicateurs macroéconomiques, mais à alléger l'endettement de certaines entreprises. Donc, notre politique

monétaire n'a pas des objectifs nationaux, mais elle est faite pour les entreprises endettées ! En somme, les entreprises performantes, les épargnants et les retraités doivent « bail out » ceux qui ont fait de mauvais choix d'investissement. C'est moralement inacceptable.

* Pourrait-on dire qu'au vu des décisions erratiques du MPC, l'élément de « predictability » n'est plus présent ?

Il n'y a plus de rationalité dans notre politique monétaire. Le secteur privé, qui n'était pas demandeur d'une baisse du taux d'intérêt, était le premier surpris par cette décision. Je ne vois aucune rationalité d'assouplir le taux d'intérêt quand cela ne stimulera pas la croissance économique.

* De toute évidence, le ministère de Finances et la banque centrale sont à couteaux tirés... Faudrait-il un arbitre ?

L'arbitre doit être le Premier ministre, puisque c'est lui qui nomme le gouverneur et les deux vice-gouverneurs et qui concerta avec le ministre des Finances pour approuver la nomination des cinq membres externes du MPC.

Je crois qu'il faut une cohérence entre le ministère des Finances et la Banque de Maurice, que les deux regardent dans la même direction. Lorsqu'il n'y a pas de compromis, il faut garder le statu quo, c'est-à-dire maintenir le taux repo. Je crois qu'il faut revoir le fonctionnement du MPC. Le ministère des Finances doit financer sa dette publique et voudra toujours que le taux d'intérêt soit le plus bas possible. On ne saurait encourager le gouvernement à s'endetter en baissant le taux d'intérêt.

Aujourd'hui, la responsabilité de l'inflation n'est plus sous l'autorité de la Banque centrale mais dépend du MPC. Je me pose la question : faut-il un comité de politique monétaire à Maurice ? Les membres du MPC ne rendent pas de compte au peuple s'il y a plus d'inflation et de chômage dans le pays. Je crois qu'il faut laisser la politique monétaire aux mains de la Banque de Maurice à condition que le gouverneur vienne une fois tous les six mois expliquer sa politique devant un comité parlementaire.

* Les centres financiers à travers le monde font davantage l'objet de débats et de suspicion, et de plus en plus, on refuse de se contenter de mesures cosmétiques. Maurice n'est pas non plus à l'abri de ces attaques. Pensez-vous qu'on est en train de faire ce qui est nécessaire pour que le pays soit considéré comme un centre financier international

sérieux et de substance ?

Je crois que les autorités collaborent pleinement avec les pays étrangers surtout avec l'Inde en termes de disclosure of information. On n'a pas de problème avec cela. On fait tout pour que Maurice soit perçue comme un centre financier crédible.

Je crois que le système a résisté aux problèmes des Ponzy Schemes. Pendant 20 ans on n'a pas eu ces financial scams. Aujourd'hui, nous vivons dans un monde globalisé, et c'est sûr que des criminels vont voir ce qui se fait ailleurs pour le reproduire ici.

Nous sommes une économie ouverte, et on ne peut pas empêcher les gens de voyager et de tenter la même chose ici. Mais il faut renforcer nos systèmes de contrôle et de supervision pour minimiser les risques, sachant qu'on ne pourra jamais éliminer les risques. Il paraît que le Serious Fraud Officer anglais qui s'est déplacé pour observer nos procédures en soit satisfait. Ces scandales financiers sont nouveaux pour nous mais, avec l'expérience, on pourra mieux gérer la situation et éviter que de telles situations ne se reproduisent pas à l'avenir.